



CONJONCTURE DE LA FILIÈRE CONSTRUCTION

ÎLE-DE-FRANCE



CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Bâtiment - Construction neuve

Île-de-France

France

Construction neuve

Bâtiment résidentiel

Construction

Logements mis en chantier

Situation à fin septembre 2022 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)

-0,4% =

63 900 lgts

+0,4% =

386 000 lgts

Logements autorisés

Situation à fin septembre 2022 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)

+15,0% ▲

84 600 lgts

+10,0% ▲

512 400 lgts

Commercialisation

Réservations de logements par les particuliers (indiv. + coll.)

Au 3e trimestre 2022 (évol 1an)

-16,6% ▼

4 627 lgts

-16,8% ▼

20 378 lgts

Encours de logements (indiv + coll.)

A la fin du 3e trimestre 2022 (évol 1an)

+3,6% ▲

24 602 lgts

+0,9% =

98 677 lgts

Prix des logements collectifs

Au 3e trimestre 2022 (évol 1an)

+4,1% ▲

5 407 €/m2

+6,4% ▲

4 702 €/m2

Bâtiment non résidentiel

Construction

Surface de locaux mis en chantier

Situation à fin septembre 2022 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

+1,5% ▲

3 394 mill. m2

+6,8% ▲

26 943 mill. m2

Surface de locaux autorisés

Situation à fin septembre 2022 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

+11,7% ▲

4 662 mill. m2

+4,9% ▲

39 068 mill. m2



Bâtiment - Entretien-rénovation

Île-de-France

France

Entretien-rénovation

Activité en entretien-rénovation

Evolution de l'activité en entretien-rénovation, en volume

Au 3ème trimestre 2022 (évol 1an)

+1,4% ▲

+2,3% ▲

Evolution de l'activité en entretien-rénovation, en valeur

Au 3ème trimestre 2022 (évol 1an)

+7,3% ▲

+8,2% ▲

Perspectives d'activité en entretien-rénovation

Carnets de commande entretien-rénovation

A la fin du 3ème trimestre 2022 (évol 1an)

▲

13 semaines

▲

16,1 semaines

Solde d'opinion des professionnels sur l'évolution de leur montant de facturation en entretien-rénovation

Pour le 4ème trimestre 2022

▼

-10

▼

-3

Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro

Travaux liés à l'éco-PTZ

De janvier à la fin du 2ème trimestre 2022 (évol 1an)

+33,9% ▲

27,47 M€

+27,8% ▲

579,24 M€

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Travaux Publics

Île-de-France

France

Travaux Publics

Activité des entreprises TP

Activité récente

Au 3^e trimestre 2022 (évol 1 trimestre, solde d'opinion)

-23



-4

Perspectives d'activité des entreprises TP

Prévisions d'activité

Pour le 4^e trimestre 2022

-4



-8

Carnets de commandes

Au 3^e trimestre 2022 (évol 1 an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois

-0,5 mois ▼

8,4 mois

+0,1 mois ▲

6,3 mois



Industrie des Matériaux de Construction

Île-de-France

France

Industrie des Matériaux de Construction

Production de Matériaux

Production BPE

Production de BPE entre janv. et sept 2022 (évol 1 an), en m3

-7,1% ▼

4 030 714 m3

-3,2% ▼

29 809 679 m3

Production Granulats

Production de Granulats entre janv. et sept 2022 (évol 1 an), en milliers de tonnes

-14,7% ▼

5 889 kt

-4,2% ▼

240 949 kt



Appareil de Production

Île-de-France

France

Appareil de production

Appareil de production

Emplois salariés dans la construction

A la fin du 2^e trimestre 2022 (évol 1 an)

+0,2% =

342 362 sal.

+0,9% =

1 542 205 sal.

Intérimaires Construction

Moyenne 3 mois à fin Août 2022 (évol 1 an)

-5,4% ▼

25 834 ETP

-5,9% ▼

140 046 ETP

Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A)

Au 3^e trimestre 2022 (évol 1 an)

-5,9% ▼

41 794 DEFM

-11,2% ▼

228 011 DEFM

Santé des entreprises

Créations d'entreprises

Au 3^e trimestre 2022 (évol 1 an)

+22,0% ▲

4 300 créations

+6,4% ▲

21 154 créations

Défaillances d'entreprises

Au 3^e trimestre 2022 (évol 1 an)

+56,1% ▲

395 défaillances

+60,9% ▲

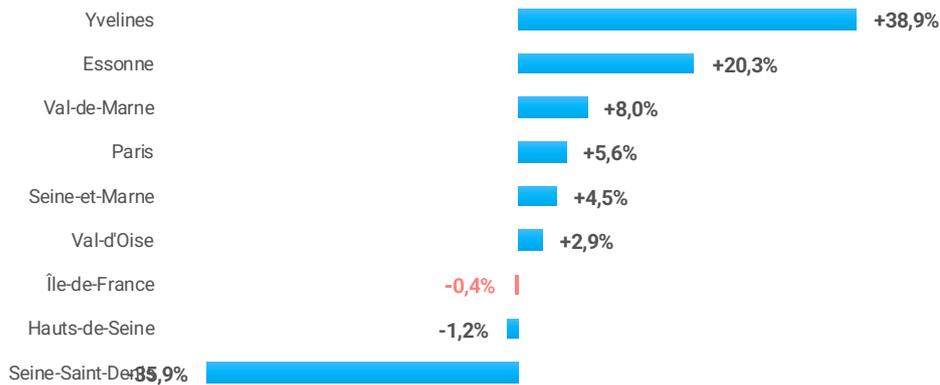
1 852 défaillances

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de logements dans les départements Évolution du cumul 12 mois à fin septembre 2022

Unité : % d'évolution à 1 an



Une hausse de la construction neuve de logements observée dans la majorité des départements franciliens

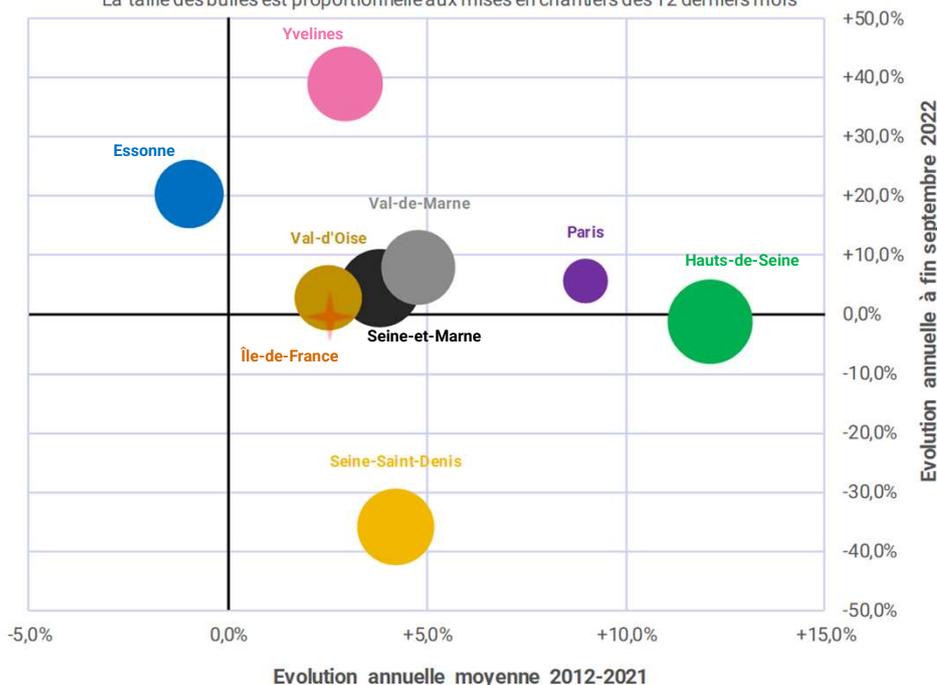
A l'échelle régionale, le nombre de logements commencés est relativement stable (-0,4%) sur 12 mois à fin septembre 2022 par rapport aux 12 mois précédents. Cette moyenne reste peu représentative des tendances observées dans les différents territoires franciliens. Ainsi, la production de logements augmente dans six départements, entre +2,9% dans le Val-d'Oise et +38,9% dans les Yvelines. En revanche, elle est en baisse dans les Hauts-de-Seine (-1,2%), et encore plus en Seine-Saint-Denis (-35,9%).

Les évolutions comparées des dynamiques sur courte et longue période des mises en chantier de logements par département ne permettent pas de mettre en évidence un certain phénomène d'inertie des disparités territoriales. Les départements connaissant les plus fortes hausses sur les 12 derniers mois (Yvelines et Essonne) ne sont pas ceux qui enregistrent les plus fortes hausses sur longue période ; l'Essonne étant même le seul département enregistrant une moyenne annuelle négative sur la période 2012-2021.

Les mises en chantier de logements Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2012-2021

La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Note de lecture du graphique ci-contre :

Dans les Hauts-de-Seine, les mises en chantier de logements cumulées sur 12 mois à fin septembre 2022 sont en légère baisse par rapport à la même période de l'année précédente (-1,2%). Sur longue période (2012-2021), en moyenne, la production annuelle de logements dans ce département est en hausse de 12,1% par an.

La taille des bulles est proportionnelle aux nombres de logements commencés entre octobre 2021 et septembre 2022.

Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin septembre 2022

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

UNE BAISSÉ DES MISES EN VENTE ET DES RÉSERVATIONS SUR UN AN

Au 3ème trimestre 2022, l'Île-de-France voit ses mises en vente de logements collectifs destinés à des particuliers augmenter (5 022 logements, soit +3,1% par rapport au 3ème trimestre 2021) alors que, dans le même temps, les réservations diminuent (-16,4%), représentant 4 434 logements. Cumulées sur un an, les mises en vente et les réservations sont en repli : respectivement de 10,1% et 7,6%.

L'encours d'appartements proposés à la vente à la fin du 3ème trimestre 2022 atteint 23 495 logements. Il augmente de 3,2% par rapport à la même période de l'année précédente. Le prix moyen au mètre carré des appartements vendus continue d'augmenter : +4,1% au 3ème trimestre 2022 par rapport au 3ème trimestre 2021, atteignant 5 407 €.

La commercialisation de logements neufs collectifs aux particuliers	3° trimestre 2022 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	5 022 lgts	+3,1%	▲
Réservations ⁽²⁾	4 434 lgts	-16,4%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	23 495 lgts	+3,2%	▲
Prix des logements collectifs	5 407 €/m ²	+4,1%	▲
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	22 315 lgts	-10,1%	▼
Réservations	24 861 lgts	-7,6%	▼

RESERV. LGTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM. AU 3e TRIM. 2022

24 861 logements

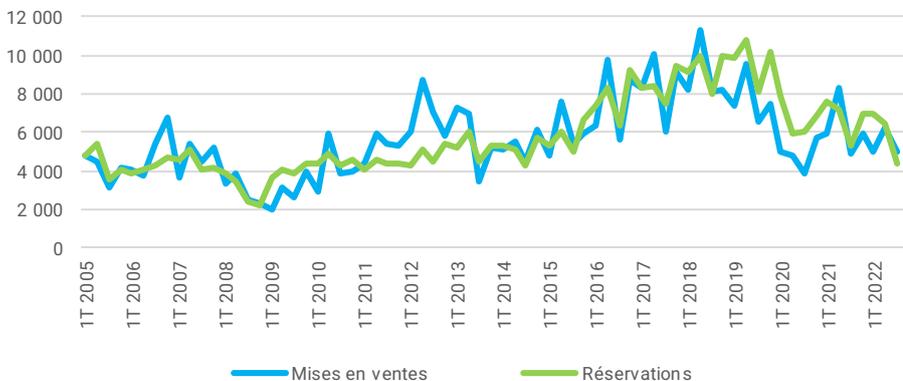
-7,6% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

Commercialisation de logements neufs collectifs chaque trimestre - Unité : 1 logement



Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente

Encours de logements neufs collectifs chaque trimestre - Unité : 1 logement



Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS INDIVIDUELS : UNE BAISSÉ PLUS IMPORTANTE QUE SUR LE MARCHÉ DES LOGEMENTS COLLECTIFS

Au 3ème trimestre, les mises en vente et les réservations de logements individuels destinés à des particuliers diminuent fortement en Île-de-France : -20,6% par rapport au 3ème trimestre 2021. Cumulées sur un an, les mises en vente et les réservations sont en baisse, respectivement de 23% et 9,6%.

L'encours de logements individuels disponibles à la vente à la fin du 3ème trimestre 2022 augmente de 11,4% par rapport à la même période de l'année précédente, passant à environ 1 100 maisons, soit quasiment le même niveau qu'au 3ème trimestre 2019.

Le prix moyen des maisons individuelles neuves vendues au 3ème trimestre 2022 en région diminue par rapport au 3ème trimestre 2021 ; il est en moyenne de 419 013 €.

La commercialisation de logements neufs individuels aux particuliers	3° trimestre 2022 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	123 lgts	-20,6%	▼
Réservations ⁽²⁾	193 lgts	-20,6%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	1 107 lgts	+11,4%	▲
Prix des logements individuels	419 013 €/lot	-9,4%	▼
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	942 lgts	-23,0%	▼
Réservations	1 053 lgts	-9,6%	▼

RESERV. LGTS INDIVIDUELS

CUMUL 4 TRIM. AU 3e TRIM. 2022

1 053 logements

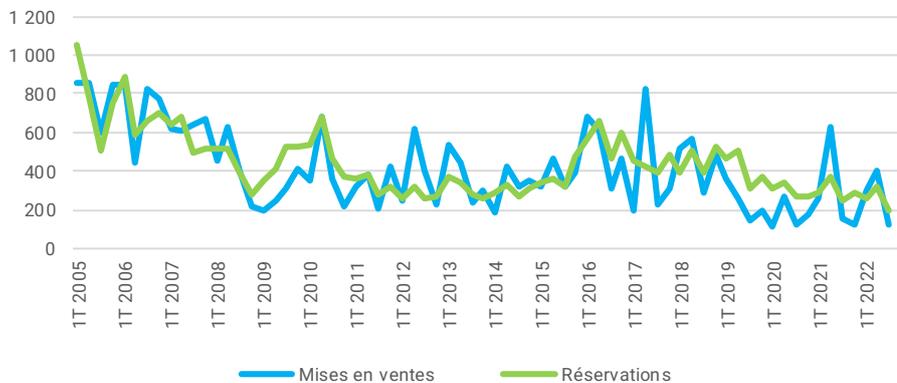
-9,6% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

Commercialisation de logements neufs individuels chaque trimestre
Unité : 1 logement



Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente

Encours de logements neufs individuels chaque trimestre
Unité : 1 logement



Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

UNE CONSTRUCTION DE LOCAUX NEUFS EN LÉGÈRE HAUSSE

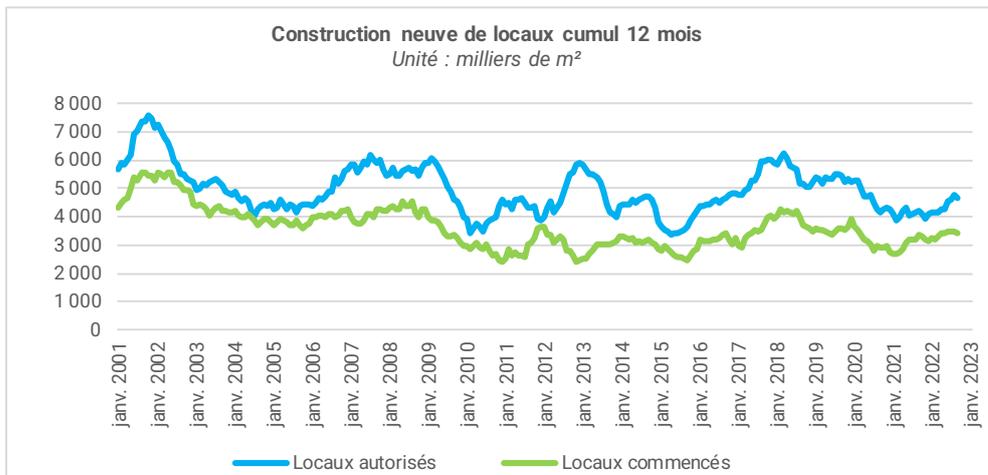
En Île-de-France, au cours des 12 derniers mois (d'octobre 2021 à septembre 2022), les mises en chantier de locaux non résidentiels s'élevèrent à environ 3,4 millions de m², soit une hausse d'1,5% par rapport aux 12 mois précédents (octobre 2020 à septembre 2021).

Dans le même temps, les surfaces autorisées ont augmenté plus fortement (+11,7%), atteignant 4 662 milliers de m².

Si l'on compare aux 12 mois précédant la crise sanitaire (mars 2019 à février 2020), les surfaces de locaux commencés et autorisés au cours des 12 derniers mois sont inférieures de respectivement 3,8% et 11,3%.

Au niveau national, la situation est contrastée. Si la majorité des régions connaît une hausse des surfaces de locaux mis en chantier entre octobre 2021 et septembre 2022 par rapport à la même période de l'année précédente (allant d'environ 2% pour l'Île-de-France et le Grand-Est à plus de 50% pour la Corse), les régions du Sud-Ouest ainsi que la Bourgogne-Franche-Comté et la Bretagne enregistrent une baisse (allant de 2,4% à 10,4%).

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2022 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	3 394 mill. m ²	+1,5%	▲
Total locaux autorisés	4 662 mill. m ²	+11,7%	▲



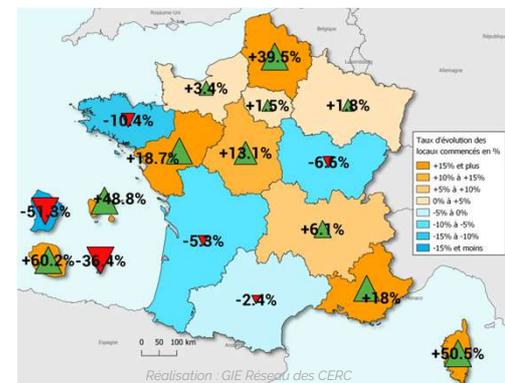
MISES EN CHANTIER

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN SEPT. 2022

3 394 milliers de m²

+1,5% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Locaux commencés sur 12 mois à fin septembre 2022
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN SEPT. 2022

4 662 milliers de m²

+11,7% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

UNE HAUSSE DE LA CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX PORTÉE PAR LE SECTEUR PRIVÉ

Globalement, les surfaces de locaux non résidentiels mises en chantier en Île-de-France ont augmenté d'1,5% sur 12 mois à fin septembre 2022 par rapport aux 12 mois précédents. La production de locaux du secteur privé (+4,5% hors bâtiments agricoles, +8,7% pour les bâtiments agricoles) a permis de compenser la baisse enregistrée dans le secteur public (-10,3%). On note cependant qu'au sein du secteur privé, les bureaux, marché principal en Île-de-France, connaissent une forte baisse (-24,8%).

S'agissant des surfaces de locaux autorisées, elles sont en hausse de 11,7% globalement en région à fin septembre 2022 (cumul 12 mois) par rapport aux 12 mois précédents. Cette tendance s'observe sur l'ensemble du secteur privé non agricole (+17,7% en moyenne), excepté pour les hébergements hôteliers. En revanche, le niveau des autorisations est en baisse pour les bâtiments agricoles (-15,9%) et le secteur public (-1,8%).

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2022 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	3 394 mill. m²	+1,5%	▲
Bâtiments agricoles	111 mill. m²	+8,7%	▲
Secteur privé non agricole	2 650 mill. m²	+4,5%	▲
Dont locaux industriels	253 mill. m ²	+31,5%	▲
Dont commerces	388 mill. m ²	+22,9%	▲
Dont bureaux	860 mill. m ²	-24,8%	▼
Dont entrepôts	841 mill. m ²	+41,2%	▲
Dont autres locaux	308 mill. m ²	+6,1%	▲
Secteur public	633 mill. m²	-10,3%	▼

MISES EN CHANTIER

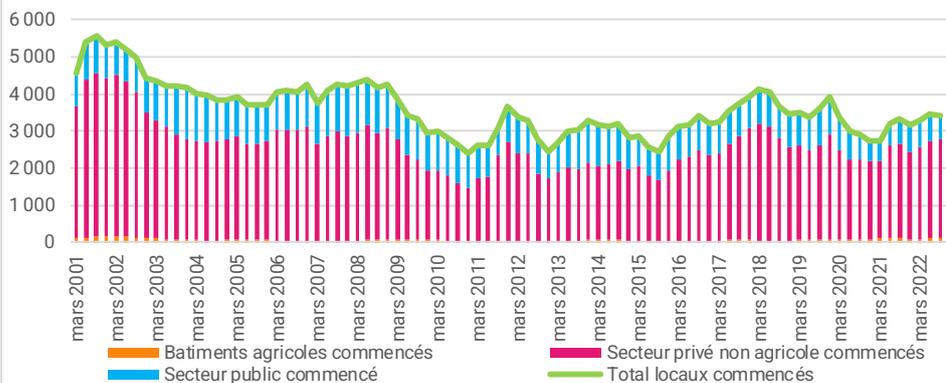
CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN SEPT. 2022

3 394 milliers de m²

+1,5% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Mises en chantier de locaux cumul 12 mois
Unité : milliers de m²



Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2022 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	4 662 mill. m²	+11,7%	▲
Bâtiments agricoles	168 mill. m²	-15,9%	▼
Secteur privé non agricole	3 563 mill. m²	+17,7%	▲
Dont locaux industriels	411 mill. m ²	+19,7%	▲
Dont commerces	516 mill. m ²	+34,8%	▲
Dont bureaux	1 419 mill. m ²	+19,8%	▲
Dont entrepôts	858 mill. m ²	+14,6%	▲
Dont autres locaux	359 mill. m ²	-2,4%	▼
Secteur public	931 mill. m²	-1,8%	▼

AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN SEPT. 2022

4 662 milliers de m²

+11,7% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

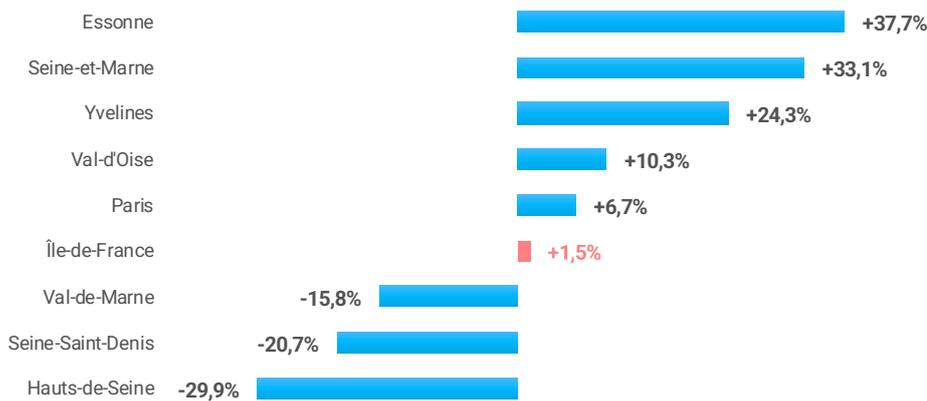


Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de locaux dans les départements Évolution du cumul 12 mois à fin septembre 2022

Unité : % d'évolution à 1 an



De fortes disparités territoriales en termes de construction de locaux neufs

Les mises en chantier de locaux enregistrent des évolutions très contrastées selon les différents départements d'Île-de-France.

Sur les 12 derniers mois à fin septembre 2022, les surfaces commencées ont augmenté d'1,5% en moyenne sur l'ensemble de la région. Cet indicateur cache de fortes disparités et constitue en fait une moyenne de valeurs extrêmes. En effet, alors que l'Essonne, la Seine-et-Marne et les Yvelines notamment, connaissent de fortes hausses de la production de locaux (respectivement +37,7%, +33,1% et +24,3%), les départements du Val-de-Marne, de la Seine-Saint-Denis et des Hauts-de-Seine enregistrent de fortes baisses (respectivement de 15,8%, 20,7% et 29,9%).

Les évolutions comparées des dynamiques sur courte et longue périodes des mises en chantier de locaux par département ne permettent pas de mettre en évidence un certain phénomène d'inertie des disparités territoriales. Les départements connaissant les plus fortes hausses sur les 12 derniers mois (Essonne et Seine-et-Marne) ne sont pas ceux qui enregistrent les plus fortes hausses sur longue période.

Note de lecture du graphique ci-contre :

En Seine-Saint-Denis, les mises en chantier de locaux cumulées sur 12 mois à fin septembre 2022 sont en baisse par rapport à la même période de l'année précédente (-20,7%). À l'inverse, sur longue période (2012-2021), en moyenne, les surfaces de locaux commencées annuellement dans ce département sont en hausse de 14,1% par an.

La taille des bulles est proportionnelle aux surfaces commencées entre octobre 2021 et septembre 2022.

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

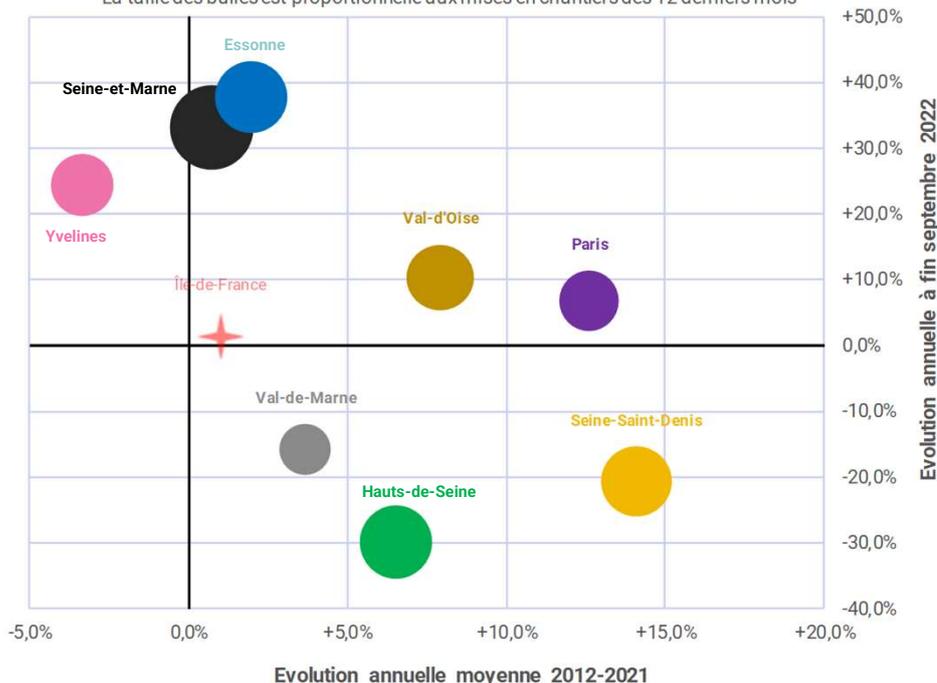
Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Les mises en chantier de locaux Évolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2012-2021

La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois





Bâtiment - Entretien-rénovation

Activité constatée

ENTRETIEN-RÉNOVATION

HAUSSE DE L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION AU 3ÈME TRIMESTRE 2022

En Île-de-France, 73% des professionnels du Bâtiment considèrent leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 3ème trimestre 2022. Cette part est inférieure à la moyenne nationale (80%).

Les montants facturés par les entreprises de Bâtiment franciliennes pour des travaux d'entretien-rénovation augmentent d'1,4% au 3ème trimestre 2022 par rapport au 3ème trimestre 2021, contre 2,3% au niveau national.

L'Île-de-France est la région enregistrant la plus faible progression, juste derrière le Grand-Est (+1,8%) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (+1,9%). La hausse atteint 3,4% en Bretagne. La variation en valeur, du fait d'un haut niveau d'inflation, s'élève à +7,3% en Île-de-France (+8,2% à l'échelle nationale).

Par marché, la hausse de l'activité d'entretien-rénovation n'est plus que de 1% en Île-de-France s'agissant des logements, contre +2,2% au niveau national et +2,9% au plus haut en Bretagne. Le segment des locaux non résidentiels se révèle mieux orienté : +2% en Île-de-France (+2,8% au niveau national). Sur ce marché, les disparités régionales sont plus marquées, avec une hausse atteignant les 5,2% en Bretagne.

Evolution en volume de l'activité d'entretien-rénovation	3ème trimestre 2022 - Evol 1 an	
De logements		
Île-de-France	+1,0%	▲
France	+2,2%	▲
De bâtiments non résidentiels		
Île-de-France	+2,0%	▲
France	+2,8%	▲

FOCUS : RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

UN MARCHÉ DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ÉGALEMENT EN HAUSSE

Le marché plus spécifique de la rénovation énergétique affiche une hausse d'1,3% au 3ème trimestre 2022 en Île-de-France par rapport au 3ème trimestre 2021, contre 1,9% au niveau national. Cette progression est légèrement inférieure à celle observée pour l'ensemble de l'activité d'entretien-rénovation (+1,4%).

Là encore, l'Île-de-France apparaît en retrait comparativement aux autres régions. Sept régions atteignent ou dépassent les 2% de hausse, avec en particulier +2,6% pour le Centre-Val de Loire et les Pays de la Loire.

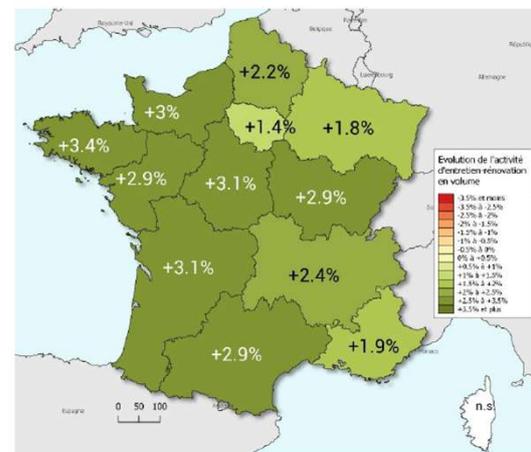
En valeur, l'évolution est de +7,2% en Île-de-France (+7,8% à l'échelle nationale).

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION EN VOLUME AU 3e TRIM. 2022

+1,4% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

EN VALEUR AU 3e TRIM. 2022
+7,3% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Evolution du montant facturé en entretien-rénovation en volume (euros constants)



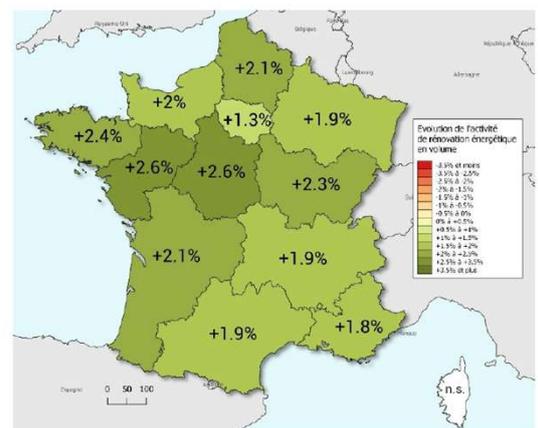
Source : Réseau des CERC - Unité : % d'évolution en volume du montant HT facturé

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN VOLUME AU 3e TRIM. 2022

+1,3% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

EN VALEUR AU 3e TRIM. 2022
+7,2% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Evolution du montant facturé en rénovation énergétique en volume (euros constants)



Source : Réseau des CERC / Unité : % d'évolution en volume du montant HT facturé



Bâtiment - Entretien-rénovation

Activité constatée

CARNETS DE COMMANDES

UN NIVEAU DE CARNETS DE COMMANDES EN HAUSSE AU 3ÈME TRIMESTRE 2022

Le niveau des carnets de commandes des entreprises de Bâtiment franciliennes sur le marché de l'entretien-rénovation progresse au 3ème trimestre 2022 par rapport au 3ème trimestre 2021. Il est désormais de 13 semaines en moyenne, contre 11,4 l'année précédente. Ce niveau est également supérieur à celui d'avant crise sanitaire (10,8 semaines au 3ème trimestre 2019).

Malgré un niveau élevé, l'Île-de-France reste la région de France métropolitaine ayant les carnets de commandes les moins bien garnis. La région apparaît toujours en retrait à l'échelle nationale où la moyenne est de 16,1 semaines, chiffre dépassé dans la majorité des régions et atteignant 20,1 semaines en Bretagne.

OPINIONS DES ENTREPRISES

LES PROFESSIONNELS FRANCILIENS PESSIMISTES QUANT À L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION AU 4ÈME TRIMESTRE 2022

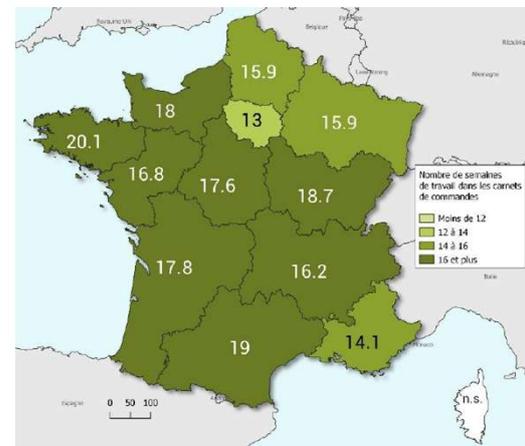
Le solde d'opinion quant au niveau d'activité d'entretien-rénovation prévue pour le 4ème trimestre 2022 s'avère négatif en région (-10). Ainsi, les professionnels anticipant une baisse d'activité sont plus nombreux que ceux prévoyant une hausse.

Si sept régions françaises affichent des soldes négatifs, c'est bien en Île-de-France que les professionnels sont les plus pessimistes. Deux régions enregistrent des soldes d'opinion nuls et seules trois régions affichent des anticipations positives de la part des entrepreneurs : Bretagne (+6), Centre-Val de Loire (+5) et Bourgogne-Franche-Comté (+3).

SEMAINES DE TRAVAIL GARANTIES EN MOYENNE PAR LES CARNETS DE COMMANDES DES ENTREPRISES EN ENTRETIEN-RÉNOVATION À LA FIN DU 3e TRIMESTRE 2022

13 ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commandes en entretien-rénovation à fin 3ème trimestre 2022

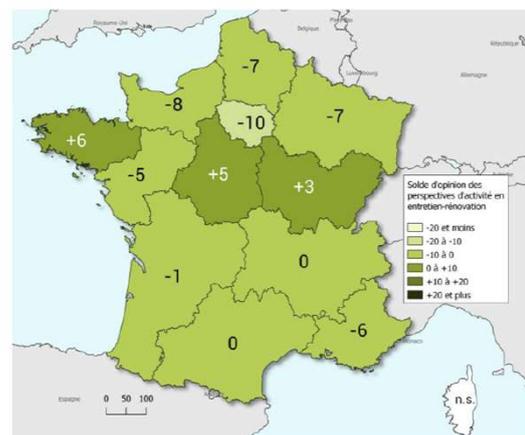


Source : Réseau des CERC - Unité : nombre de semaines de travail

SOLDE D'OPINION* DES PROFESSIONNELLS SUR L'ÉVOLUTION DE LEUR MONTANT DE FACTURATION D'ENTRETIEN RÉNOVATION POUR LE 4e TRIMESTRE 2022

-10 ▼

Solde d'opinion* des entreprises sur l'évolution de leur montant de facturation d'entretien rénovation pour le 4ème trimestre 2022



Source : Réseau des CERC - Unité : solde d'opinion *

* Solde d'opinion : % d'entreprises prévoyant une légère ou forte hausse - % d'entreprises prévoyant une légère ou forte baisse de leur montant de facturation d'entretien rénovation

Bâtiment - Entretien-rénovation

Bâtiment résidentiel : Prêts à taux zéro

UNE FORTE HAUSSE DU NOMBRE D'ÉCO-PTZ DISTRIBUÉS

Le nombre d'éco-PTZ distribués en Île-de-France continue d'augmenter : +23,7% entre janvier et juin 2022 par rapport à la même période de l'année précédente. En termes de travaux réalisés, ces éco-PTZ représentent un volume de 27,47 M€, soit 33,9% de plus qu'au cours de la même période de l'année précédente. Cette hausse est plus importante qu'au niveau national (+27,8%).

Cette nouvelle progression peut être mise en relation avec le Plan de relance instauré par le gouvernement français avec une place importante accordée à la transition énergétique, dont la rénovation thermique des bâtiments. A noter également un relèvement du plafond de l'éco-PTZ pour les rénovations performantes au 1er janvier 2022.

VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS ÉCO-PTZ

DE JANVIER À FIN DU 2^e TRIM. 2022

27,47 M€

+33,9% ▲

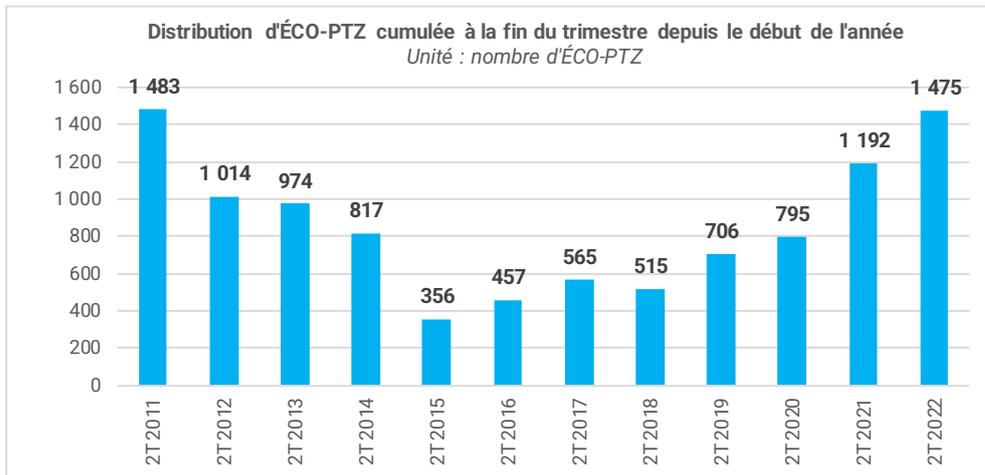
(ÉVOLUTION 1 AN)

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 2 ^e trimestre 2022 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	27,47 M€	+33,9%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	1 475 ÉCO-PTZ	+23,7%	▲

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).



LE PTZ+ EN REcul PAR RAPPORT À L'ANNÉE DERNIÈRE

Au 2^e trimestre 2022, le nombre de PTZ+ accordés pour l'achat d'un logement francilien a diminué, à la fois dans l'ancien et dans le neuf.

Dans le neuf, moins de 3 000 prêts ont été délivrés au cours de cette période, soit 3,9% de moins qu'au 2^e trimestre 2021. Cette baisse est à mettre en relation avec le recul des réservations de logements observé dans le même temps.

La diminution est encore plus importante dans l'ancien, avec moins de 90 prêts accordés au 2^e trimestre 2022, soit 31,2% de moins qu'à la même période de l'année précédente.

Prêts à 0% PTZ+	2 ^e trimestre 2022 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	2 981	-3,9%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	86	-31,2%	▼

PRÊTS À 0% PTZ+ DISTRIBUÉS DANS LE NEUF AU 2^e TRIMESTRE 2022

2 981 prêts

-3,9% ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)



Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ ET PRÉVISIONS EN BAISSÉ POUR LES TRAVAUX PUBLICS FRANCILIENS AU 3ÈME TRIMESTRE 2022

Le solde d'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics franciliens sur leur activité du 3ème trimestre 2022 est négatif (-23). Il y a donc davantage d'entreprises considérant que leur activité était en baisse au cours de ce trimestre que d'entreprises estimant que leur activité était en hausse. Cette tendance est comparable à celle du 3ème trimestre 2021 (-25) mais est en chute par rapport au 2ème trimestre 2022 où il était positif (+29). Il est toutefois meilleur que ce que les entreprises avaient anticipé au trimestre précédent (-32).

Les anticipations des chefs d'entreprises de Travaux Publics franciliens pour le 4ème trimestre restent négatives (-4), mais dans une moindre mesure par rapport au trimestre précédent.

Avec un solde d'opinion à 18, les chefs d'entreprises de Travaux Publics sont optimistes s'agissant de l'évolution à venir des effectifs salariés permanents ; ils sont plus partagés s'agissant de l'intérim (solde d'opinion à -1). Ces soldes d'opinion sont supérieurs à leur moyenne de longue période.

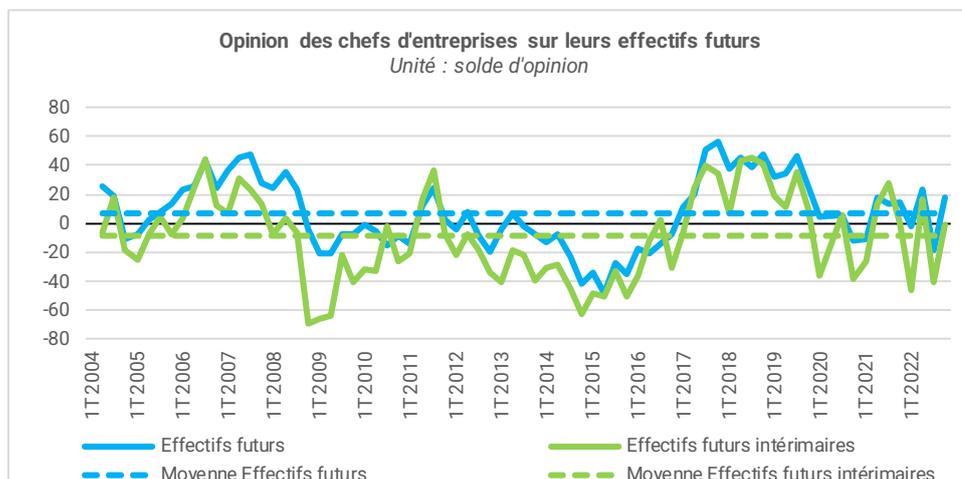
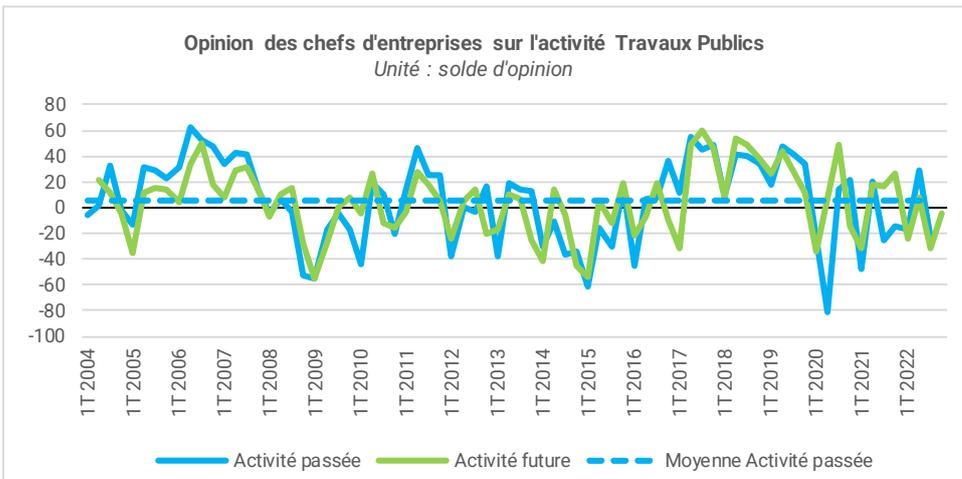
Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre	
Prévisions d'activité pour le 4° trimestre 2022	-4	▲
Activité récente du 3° trimestre 2022	-23	▼

ACTIVITÉ RÉCENTE OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 3e TRIMESTRE 2022

-23 ▼
(ÉVOLUTION 1 TRIMESTRE)

Prévision d'activité OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES POUR LE 4e TRIM. 2022

-4 ▲
(ÉVOLUTION 1 TRIMESTRE)



Note : Solde d'opinion : écart entre le % des réponses « en hausse » et le % des réponses « en baisse ».

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

LÉGÈRE BAISSÉ DES CARNETS DE COMMANDES, BAISSÉ DES DÉLAIS DE PAIEMENT ET POURSUITE DE LA HAUSSE DES PRIX PRATIQUÉS

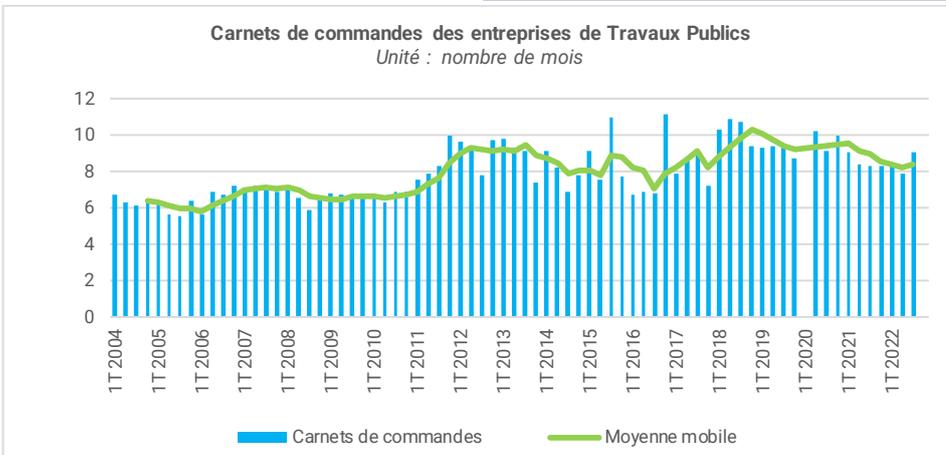
Au 3^{ème} trimestre 2022, les carnets de commandes des entreprises de Travaux Publics franciliennes enregistrent une légère baisse par rapport à la même période de l'année précédente (de 0,5 mois) mais restent toutefois bien garnis : 8,4 mois en moyenne.

S'agissant des délais de paiement, les entreprises considérant que ces derniers ont diminué sont plus nombreuses que les entreprises estimant qu'ils ont augmenté ; le solde d'opinion étant à son plus bas niveau depuis 2004.

Concernant les prix pratiqués, le solde d'opinion reste aussi élevé qu'au trimestre précédent et les entreprises estiment que la hausse des prix pratiqués va se poursuivre sur la fin de l'année.

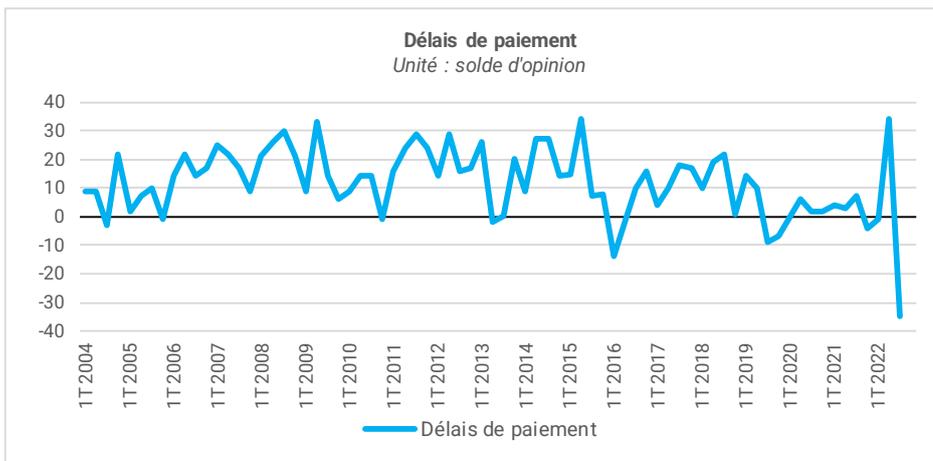
CARNETS DE COMMANDES

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	3 ^º trimestre 2022 - Evol 1 an		
Moyenne des carnets de commandes des quatre derniers trimestres	8,4 mois	-0,5 mois	▼



DÉLAIS DE PAIEMENT

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	3 ^º trimestre 2022 - Evol 1 trim.	
Délais de paiement	-35	▼



PRIX PRATIQUÉS

Opinion des chefs d'entreprise sur leurs prix (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre	
Prix pratiqués pour le 4 ^º trimestre 2022	47	▼
Prix pratiqués au 3 ^º trimestre 2022	28	=

CARNET DE COMMANDES OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 3e TRIMESTRE 2022

-0,5 mois ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

DÉLAIS DE PAIEMENT OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 3e TRIMESTRE 2022

-35 ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

PRIX PRATIQUÉS OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 3e TRIMESTRE 2022

28 =
(ÉVOLUTION 1 TRIMESTRE)

Note : Solde d'opinion : écart entre le % des réponses « en hausse » et le % des réponses « en baisse ».

Source : Enquête trimestrielle FNTPI/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

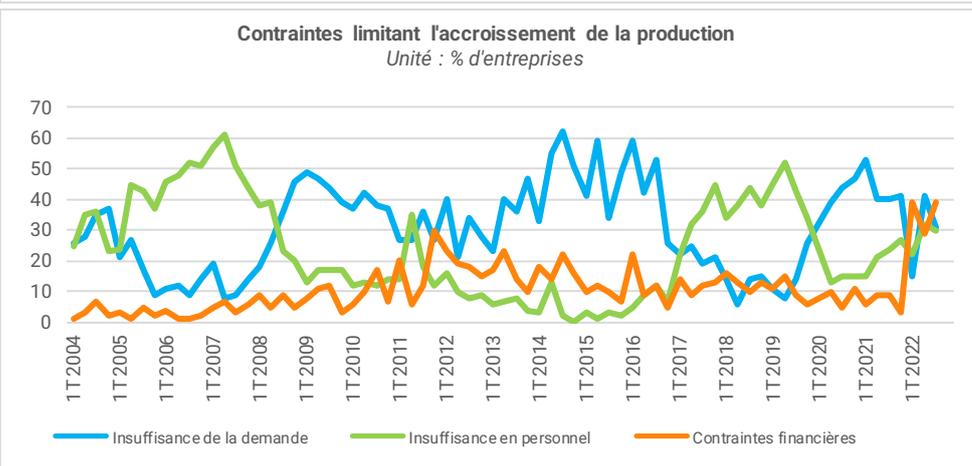
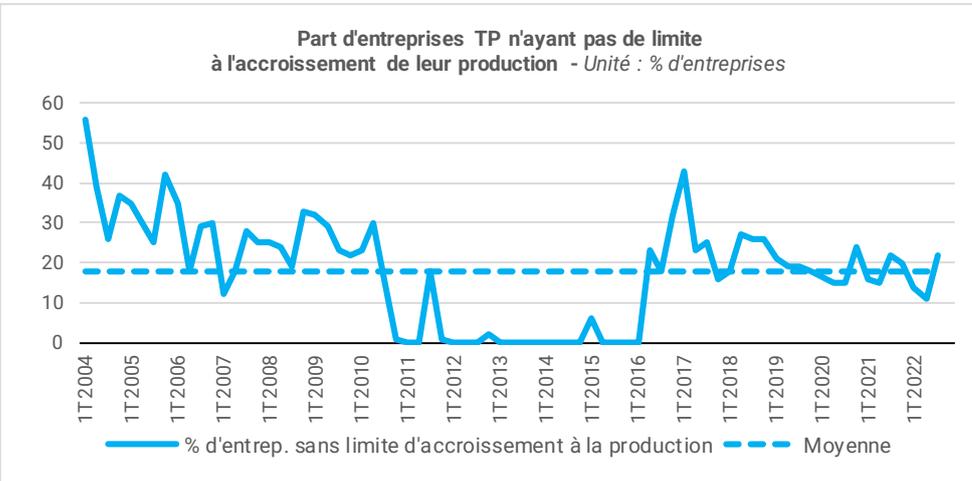
LES CONTRAINTES FINANCIÈRES : PRINCIPAL FREIN À L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION DES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS

Au 3ème trimestre 2022, 22% des entreprises de Travaux Publics franciliennes déclarent ne pas voir de limites à l'accroissement de leur production, soit une proportion équivalente à celle observée à la même période l'année précédente mais deux fois plus importante qu'au 2ème trimestre 2022.

Du côté des entreprises rencontrant des freins à l'accroissement de leur activité, la principale contrainte est d'ordre financier (pour 39% d'entre elles, soit 30 points de plus qu'à la même période l'année précédente). Cette tendance est à mettre en relation avec le remboursement des prêts garantis par l'Etat (PGE) contractés pendant la crise sanitaire et l'inflation actuelle (impactant le prix des matériaux, de l'énergie et du matériel). L'insuffisance de la demande et le manque de personnel touchent également de nombreuses entreprises (respectivement 31% et 30%). Si l'insuffisance de la demande semble moins contraignante qu'au 3ème trimestre 2021 (-9 points), le manque de main-d'œuvre apparaît plus problématique (+9 points).

CONTRAINTES DE PRODUCTION

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	3° trimestre 2022 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	22%	0 pts	=
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	31%	-9 pts	▼
Insuffisance en personnel	30%	+6 pts	▲
Contraintes financières	39%	+30 pts	▲
Conditions climatiques	1%	0 pts	=
Insuffisance de matériel	7%	-2 pts	▼
Autres facteurs	5%	-2 pts	▼



Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



Matériaux

Production et consommation (BPE / granulats / ciment)

LA PRODUCTION DE MATÉRIEAUX DE CONSTRUCTION POURSUIT SA BAISSÉ

La production de matériaux de construction est en baisse pour le mois de septembre 2022. Les productions de BPE et de granulats sont en recul par rapport à septembre 2021, de respectivement 6,8% (avec 454 314 m³ de BPE produits) et 4,7% (727 kilotonnes).

En cumul sur 9 mois (janvier à septembre 2022), les productions de BPE et de granulats diminuent, de respectivement 7,1% et 14,7% par rapport à la même période de l'année précédente.

Les productions de matériaux de construction n'ont pas retrouvé les niveaux enregistrés avant la crise sanitaire. En effet, si l'on compare avec la même période en 2019 (janvier à septembre), elles sont nettement inférieures : -18,3% pour la production de BPE et -27,2% pour ce qui est des granulats.

PRODUCTION DE BPE

ENTRE JANV. ET SEPT. 2022

4 030 714 m³

-7,1% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

PRODUCTION DE GRANULATS

ENTRE JANV. ET SEPT. 2022

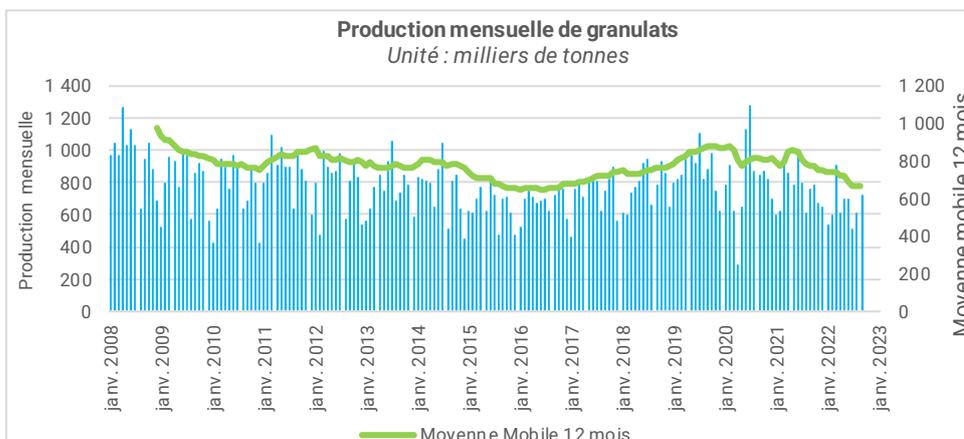
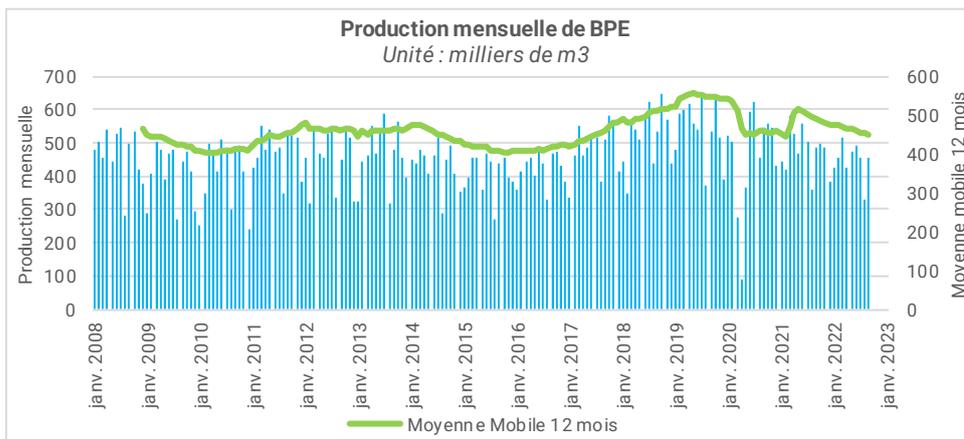
5 889 kt

-14,7% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

La production de matériaux - Evol 1 an

Production du mois

Production de BPE en septembre 2022	454 314 m ³	-6,8%	▼
Prod. de Granulats en septembre 2022	727 kt	-4,7%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et sept. 2022	4 030 714 m ³	-7,1%	▼
Production de Granulats entre janv. et sept. 2022	5 889 kt	-14,7%	▼



Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

4

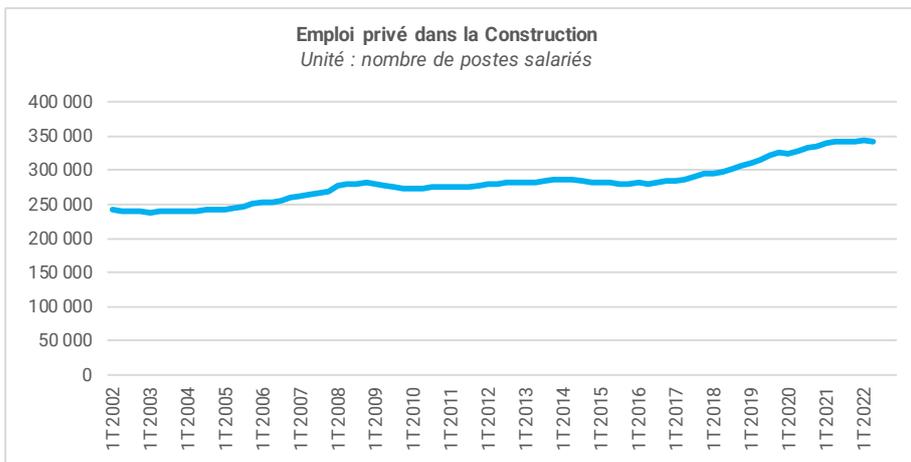
Appareil de production Emploi salarié et intérimaire

EMPLOI SALARIÉ

L'EMPLOI PRIVÉ DANS LA CONSTRUCTION RESTE STABLE, À UN NIVEAU ÉLEVÉ

Avec près de 342 400 salariés, l'emploi reste relativement stable dans le secteur Construction en Île-de-France au 2ème trimestre 2022 par rapport à l'année précédente (+0,2%). En Métropole, la tendance est légèrement supérieure dans les autres régions, avec une hausse plus marquée en Nouvelle-Aquitaine et en Bretagne notamment (respectivement de 1,8% et 2,1%).

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	2° trimestre 2022 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	342 362 sal.	+0,2%	=

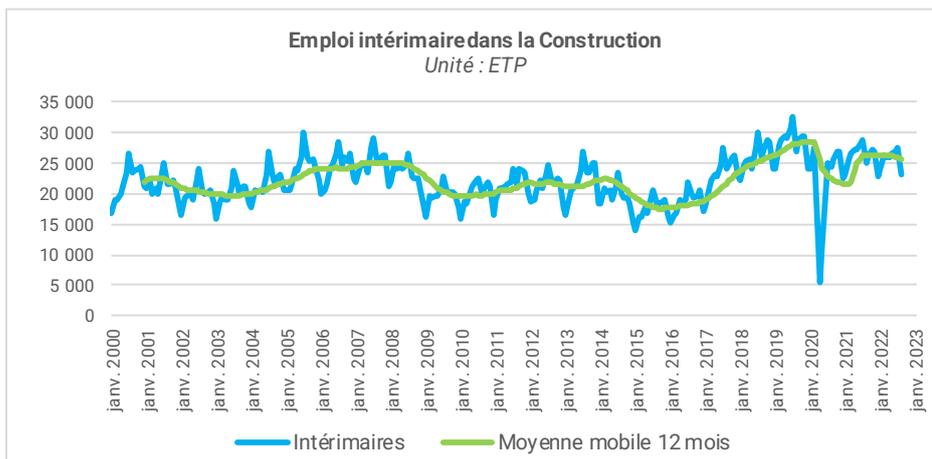


EMPLOI INTÉRIMAIRE

BAISSE DU NOMBRE D'INTÉRIMAIRES DANS LA CONSTRUCTION

En août 2022, 23 215 intérimaires Construction en équivalent temps plein étaient recensés en Île-de-France, soit 7,2% de moins qu'en août 2021. Si la baisse est moins marquée sur 12 mois (-1,5%), ces chiffres montrent néanmoins un essoufflement de la dynamique observée après la crise sanitaire.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Août 2022 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Août 2022	23 215 ETP	-7,2%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Août 2022	25 834 ETP	-5,4%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Août 2022	25 781 ETP	-1,5%	▼



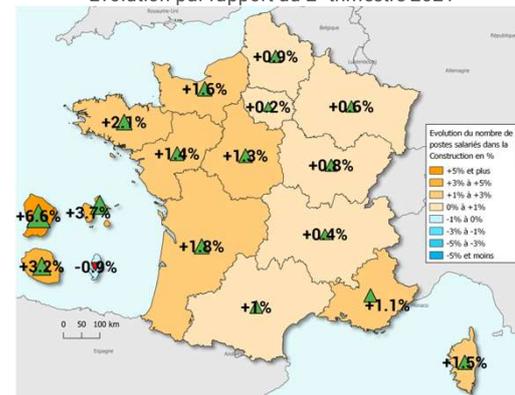
EMPLOI SALARIÉ

AU 2e TRIMESTRE 2022

342 362 salariés

+0,2% =
(ÉVOLUTION 1 AN)

Emploi salarié dans la construction au 2° trimestre 2022
Evolution par rapport au 2° trimestre 2021



Sources : Réalisation : GIE Réseau des CERC

ACOSS – URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

INTÉRIMAIRES CONSTRUCTION

MOYENNE 3 MOIS À FIN AOÛT 2022

25 834 ETP

-5,4% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

Sources :

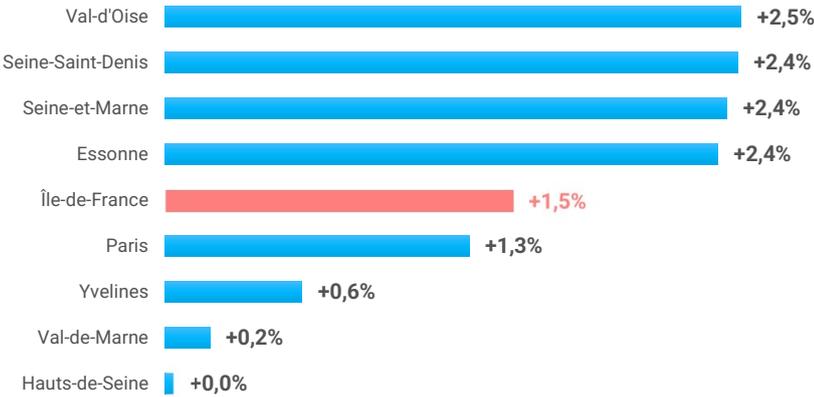
DARES (données brutes – ETP)

4

Appareil de production
Emploi salarié

L'emploi salarié dans les départements
moyenne du 3T2021 au 2T2022 / moyenne du 3T2020 au 2T2021

Unité : % d'évolution



De faibles disparités territoriales en termes d'emploi salarié

Sur les 12 derniers mois à fin juin 2022, l'emploi salarié dans le secteur Construction a augmenté d'1,5% en moyenne sur l'ensemble de la région Île-de-France par rapport à la même période l'année précédente.

Cette tendance à la hausse s'observe sur l'ensemble des départements, excepté dans les Hauts-de-Seine où l'emploi salarié est stable.

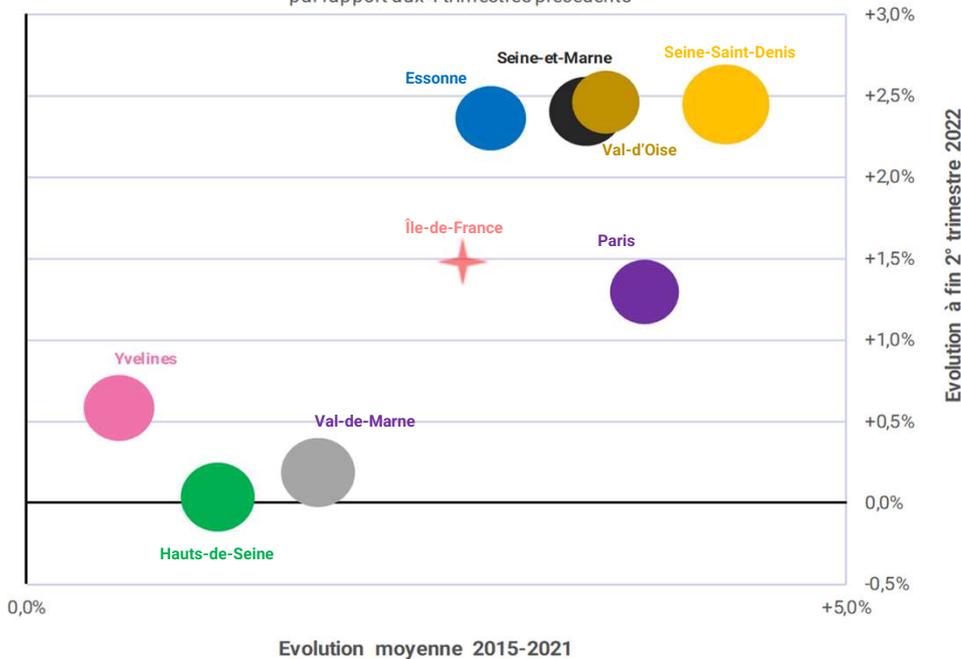
Les taux de croissance des effectifs salariés varient entre +0,2% dans le Val-de-Marne et +2,5% dans le Val-d'Oise.

Cette relative homogénéité de l'évolution de l'emploi salarié observé également sur les périodes précédentes, trouve certainement son explication dans la grande mobilité géographique permise aux salariés par les infrastructures de la région Île-de-France.

La comparaison des évolutions sur courte et longue périodes de l'emploi salarié par département montre que les départements qui connaissent les hausses les plus importantes sur les 12 derniers mois observés sont aussi les plus dynamiques sur longue période.

L'emploi salarié
Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution de l'effectif moyen des 4 derniers trimestres par rapport aux 4 trimestres précédents



Note de lecture du graphique ci-contre : En Seine-Saint-Denis, l'emploi salarié est en hausse de 2,4% sur les 12 derniers mois à la fin du 2ème trimestre 2022. Il est également en hausse sur longue période (2015-2021), de 4,3% en moyenne par an.

La taille des bulles est proportionnelle aux effectifs salariés (moyenne du 3ème trimestre 2021 au 2ème trimestre 2022).

Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

4

Appareil de production Demandes d'emploi

BAISSE DE LA DEMANDE D'EMPLOI DANS LA CONSTRUCTION AU 3ÈME TRIMESTRE 2022

En Île-de-France, la demande d'emploi dans le secteur Construction diminue au 3ème trimestre 2022 de 5,9% par rapport au 3ème trimestre 2021, avec environ 41 800 demandeurs d'emploi (DEFM de catégorie A) enregistrés. Cette baisse est cependant moins importante que celle observée dans le même temps tous secteurs d'activité confondus (-10,2%).

Malgré cette diminution, la demande d'emploi reste supérieure à son niveau d'avant la crise sanitaire (+1,4% par rapport au 3ème trimestre 2019).

Les demandeurs d'emploi dans le secteur Construction représentent 6% des demandeurs d'emploi totaux. Cet indicateur est stable par rapport au 3ème trimestre 2021.

DEMANDES D'EMPLOI AU 3e TRIMESTRE 2022

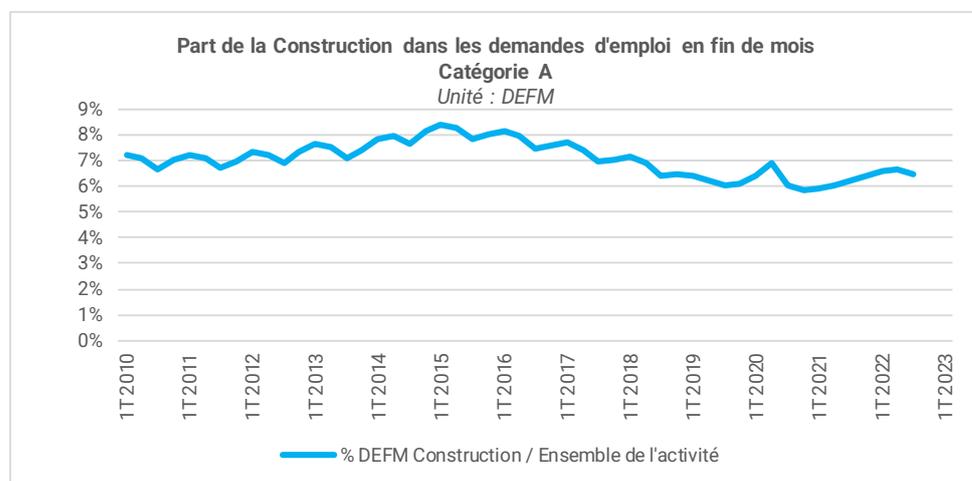
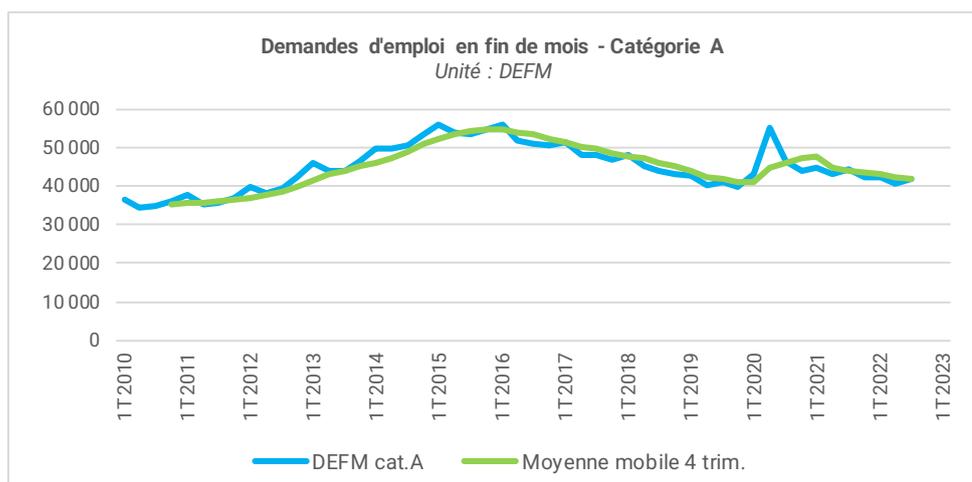
41 794 DEFM

-5,9% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	3° trimestre 2022 - Evol 1 an		
DEFM Construction	41 794 DEFM	-5,9%	▼
DEFM tous secteurs économiques	644 240 DEFM	-10,2%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure.



Sources :
Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

4

Appareil de production

Créations et défaillances d'entreprises

HAUSSE DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES DANS LA CONSTRUCTION AU 3ÈME TRIMESTRE 2022

Au 3ème trimestre 2022, 4 300 entreprises ont été créées dans le secteur Construction en Île-de-France. Ce chiffre est en forte hausse par rapport au 3ème trimestre 2021 (+22%). Hors créations sous le régime de la micro-entreprise, cette augmentation est moins importante mais reste toutefois élevée (+14,1%).

Cette tendance s'observe également en cumul sur 12 mois (du 4ème trimestre 2021 au 3ème trimestre 2022), avec une hausse de 4,5% tous régimes confondus et de 4,8% hors micro-entrepreneurs par rapport à la même période de l'année précédente.

A noter cependant que le nombre de créations sur le trimestre est en deçà de la moyenne mobile de long terme.

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	3° trimestre 2022 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	4 300 créations	+22,0%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	2 660 créations	+14,1%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	18 729 créations	+4,5%	▲
créations hors micro-entrepreneurs	12 436 créations	+4,8%	▲

CRÉATION D'ENTREPRISES

AU 3e TRIMESTRE 2022

4 300 créations

+22,0% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

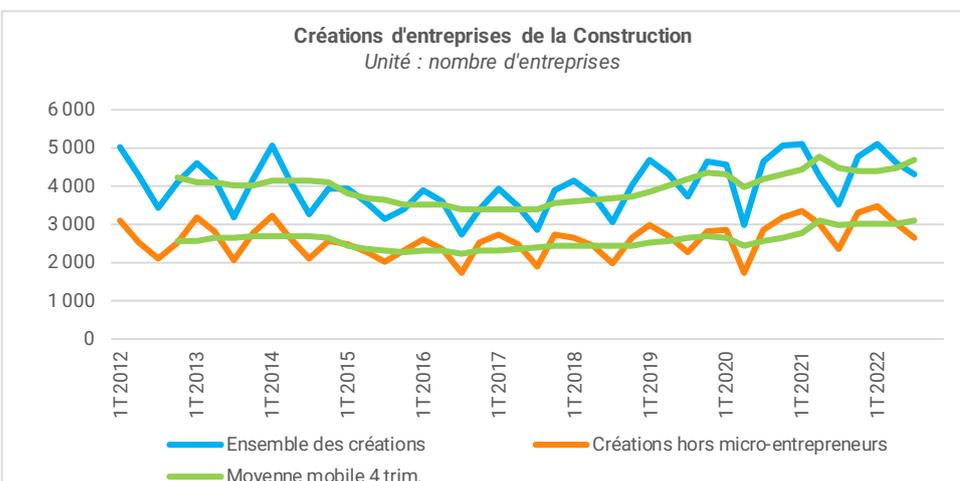
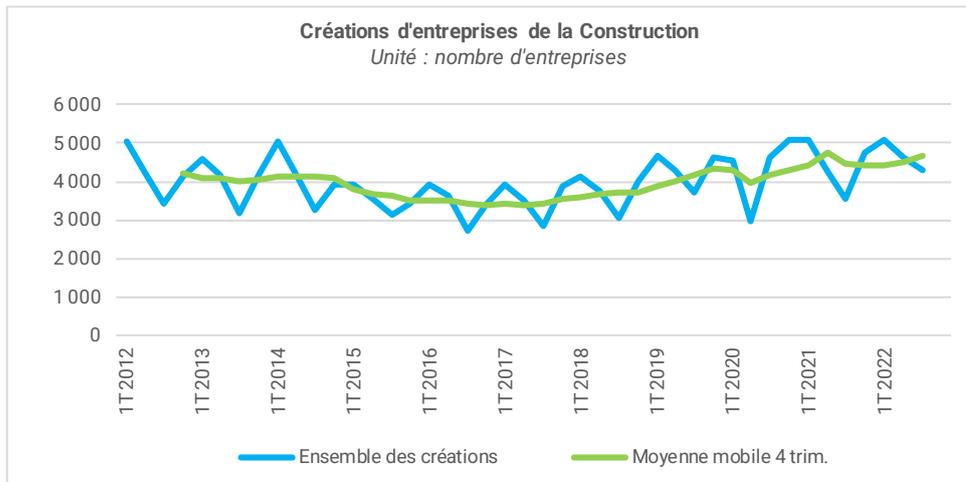
HORS MICRO-ENTREPRISES

AU 3e TRIMESTRE 2022

2 660 créations

+14,1% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)



Sources :
INSEE (données brutes)

4

Appareil de production Créations et défaillances d'entreprises

PRÈS DE 400 ENTREPRISES DE CONSTRUCTION DÉFAILLANTES AU 3ÈME TRIMESTRE 2022

Au 3ème trimestre 2022, les défaillances enregistrées dans le secteur Construction en Île-de-France sont en forte hausse par rapport au 3ème trimestre 2021 (+56,1%). Les quelque 400 entreprises défaillantes au cours de ce trimestre représentent près de 1 300 salariés, soit un effectif supérieur par rapport au 3ème trimestre 2021 (+12,4%).

Sur 12 mois (du 4ème trimestre 2021 au 3ème trimestre 2022), les indicateurs relatifs à la défaillance d'entreprises connaissent également une hausse par rapport à la même période l'année précédente : +20,5% en nombre d'entreprises, +25,6% s'agissant des salariés concernés. Le nombre de défaillances reste cependant inférieur au niveau observé avant la crise sanitaire. Si l'on compare par rapport au 3ème trimestre 2019, il est de 15,2% moindre.

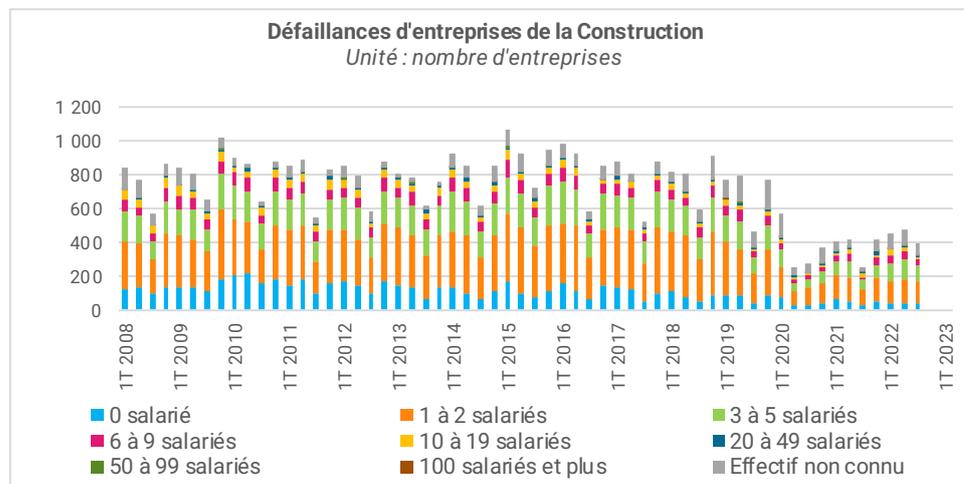
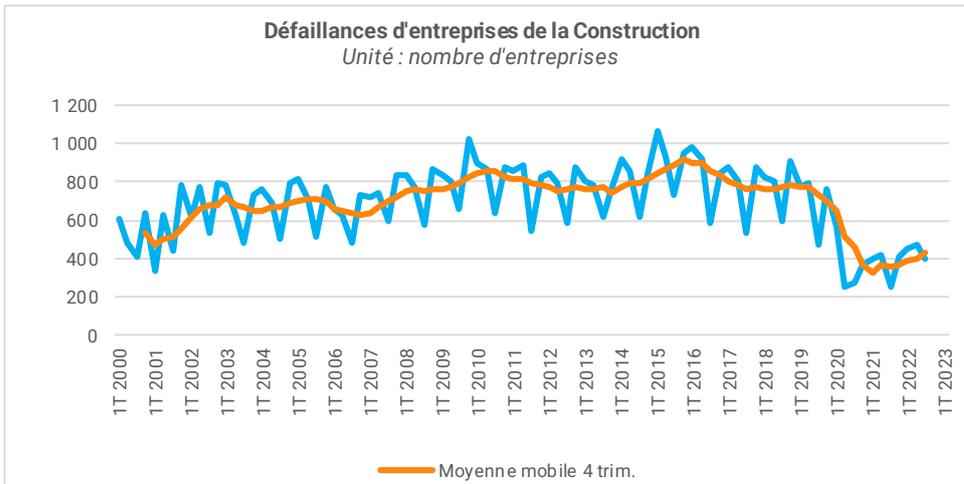
Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	3° trimestre 2022 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	395 défaillances	+56,1%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 733 défaillances	+20,5%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 287 salariés	+12,4%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	6 408 salariés	+25,6%	▲

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES AU 3e TRIMESTRE 2022

395 défaillances

+56,1% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Sources :
Banque de France (données brutes)

Pour en savoir plus... | Conjoncture de la filière Construction

Accédez à l'ensemble de la **conjoncture nationale** & les **comparaisons interrégionales** de la filière Construction sur le site :

www.cerc-actu.com

Avec le concours | Des Membres de la CERC



Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC



Coordonnées | CERC Région

CELLULE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE DE LA CONSTRUCTION D'ÎLE-DE-FRANCE

21 rue Miollis – 75015 PARIS

tél. : 06-47-43-73-86 | e-mail : pierre_deniau@yahoo.fr

Site internet : <https://cercidf.fr/>